

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 06316

Numéro SIREN : 502 830 474

Nom ou dénomination : APRC GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 06/07/2021 sous le numéro de dépôt A2021/024811

APRC GROUP

Société par actions simplifiée au capital de 1.005.000€
Siège social : 67 quai Charles de Gaulle (69006) LYON

502 830 474 RCS LYON

(la « Société »)

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 31 MARS 2021

.....

PREMIERE RESOLUTION

Démission d'un Directeur général

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Guy RAKOTOBÉ de son mandat de Directeur général de la Société à compter du 31 mars 2021 minuit et décide de ne pas pourvoir à son remplacement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Rachat de 83.150 ADP2 en vue de leur attribution dans le cadre d'un Plan d'AGA

Réduction du capital non motivée par des pertes par rachat et annulation d'un total de 173.125 ADP2

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Président et des Commissaires aux comptes de la Société, décide à l'unanimité :

- d'autoriser la Société à procéder au rachat de 83.150 ADP2 (ci-après les « **ADP2 Auto-détenues** ») en vue de leur attribution à des salariés dans le cadre d'un plan d'attribution gratuite d'actions conformément aux dispositions de l'Article L.225-208 du Code de commerce, objet de la Quatrième Résolution ;
- de réduire le capital social d'une somme de 173.125 Euros, lequel sera en conséquence ramené de 1.005.000 Euros à 831.875 Euros, (la valeur nominale demeurant fixée à 1 Euro) par voie de rachat de 173.125 ADP2 en vue de leur annulation (ci-après les « **ADP2 Annulées** ») ;
- que les 256.275 ADP2 globalement rachetées appartiennent à Monsieur Guy RAKOTOBÉ, Monsieur Karim ABDELLAOUI, Monsieur Philippe PANTANELLA et Monsieur Mohammed Larbi BENZEGHIBA ayant expressément renoncé à se faire racheter leurs actions par la Société en vue de les faire annuler, tels qu'en attestent les bulletins de renonciation en date ce jour annexés aux présentes :
 - Monsieur Karim ABDELLAOUI, à hauteur de 95.046 ADP2 ;
 - Monsieur Philippe PANTANELLA, à hauteur de 26.142 ADP2 ;
 - Monsieur Mohammed Larbi BENZEGHIBA, à hauteur de 7.791 ADP2 ;

WAX

- de fixer le prix de rachat des 256.275 ADP2 à un montant global de 4.500.000 Euros, soit un prix unitaire de 17,5592 Euros ;
- que, préalablement à la séance, Monsieur Guy RAKOTOBÉ a fait part au Président de son accord pour consentir un crédit-vendeur à la Société sur la totalité du prix de rachat des 256.275 ADP 2 sous réserve que son règlement intervienne :
 - à hauteur d'un million cinq cent mille Euros (1.500.000 €) au plus tard le 31 mars 2022, et
 - le solde, soit la somme de trois millions d'Euros (3.000.000 €) au plus tard dans les vingt-quatre (24) mois suivant la date de réalisation des présentes, soit le 31 mars 2023 ;
- qu'en conséquence, le montant du prix de rachat des 256.275 ADP2 de Monsieur Guy RAKOTOBÉ, soit la somme de 4.500.000 Euros, sera payé :
 - la somme de 1.500.000 Euros, fera l'objet d'un crédit-vendeur payable au plus tard dans les douze (12) mois suivant la date de réalisation des présentes, soit le 31 mars 2022
 - le solde, soit la somme de 3.000.000 Euros, au plus tard dans les vingt-quatre (24) mois suivant la date de réalisation des présentes, soit le 31 mars 2023,
 - qui seront et sera affectés à un compte de prime spéciale à ouvrir dans les comptes de la Société au bénéfice de Monsieur Guy RAKOTOBÉ ;
- que les ADP2 Annulées rachetées seront annulées par le seul fait de leur rachat, ainsi que tous les droits attachés, notamment le droit à la distribution de bénéfice de l'exercice en cours et à tous autres produits qui pourraient être répartis ou attribués aux associés à compter de la date de réalisation du transfert de propriété desdites actions rachetées.

En outre, l'assemblée générale :

- décide :
 - qu'un extrait des présentes décisions sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon afin de faire courir le délai d'opposition des créanciers prévu par l'article L.225-205 du Code de commerce ;
 - que la présente réduction de capital ne sera toutefois pas subordonnée à l'absence d'opposition formée par les créanciers sociaux dans les conditions fixées à l'article précité ;
 - qu'en cas d'opposition(s) formée(s) par un (des) créancier(s) dans le cadre des dispositions légales susmentionnées, la Société et les associés feront leur affaire de leur règlement ;
- constate en conséquence le rachat des 256.275 ADP2 et l'annulation des ADP2 Annulées appartenant à Monsieur Guy RAKOTOBÉ, moyennant le prix global et forfaitaire de 4.500.000 Euros, exclusif de tout esprit de libéralité et ce, à compter de la date des présentes décisions de sorte que la réduction de capital se trouve définitivement réalisée ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

14

TROISIEME RESOLUTION
Modification des articles 6 et 7 des statuts

L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS : ajout d'un alinéa in fine :

« 6.6. Réduction de capital non motivée par des pertes

Par décisions des associés en date du 31 mars 2021, le capital a été réduit d'une somme de 173.125 € par rachat et annulation de 173.125 ADP2. »

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL : nouvelle rédaction :

« Le capital social est actuellement fixé à la somme de HUIT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (831.875 €).

Il est divisé en HUIT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE (831.875) Actions de Préférence de catégorie « P1 » et P2 » au sens de l'article L.228-11 du Code de commerce, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs et de diverses cessions, dont :

- 100.000 Actions de Préférence P1 ;*
- 731.875 Actions de Préférence P2.*

Les droits attachés auxdites Actions de Préférence P1 et P2 sont décrits à l'article 15.2. ci-après ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.....

Pour extraits certifiés conformes
Monsieur Karim ABDELLAOUI
Président



A.P.R.C GROUP

STATUTS

ASSEMBLEE GENERALE DU 31 MARS 2021

**Société par actions simplifiée au capital de 831.875 €
Siège social : 67 quai Charles de Gaulle (69006) LYON**

502 830 474 RCS LYON

**Certifiés conformes
le Président,
M. Karim Abdellaoui**



ARTICLE PRELIMINAIRE - DEFINITIONS

Sauf indication différente, lorsque les termes ci-après sont employés, avec ou sans majuscule, dans les articles des présentes statuts, ils ont la signification ci-après.

<u>Actions de Préférence</u> :	Désigne les Actions de Préférence de Catégorie P1 et P2.
<u>Actions de Préférence P1</u> :	Désigne les Actions de Préférence de Catégorie P1.
<u>Actions de Préférence P2</u> :	Désigne les Actions de Préférence de Catégorie P2.
<u>Associé(s)</u> :	Toute personne physique ou morale venant à détenir des Titres de la Société.
<u>Cédant</u> :	Tout Associé désireux de procéder à un Transfert à titre onéreux ou gratuit.
<u>Contrôle</u> :	Tout contrôle tel que défini par l'article L. 233-3 du Code de commerce, les termes « Contrôlant » et « Contrôlé(e) » d'entendent par référence à la notion de Contrôle que le Contrôlant soit actionnaire ou non de la société Contrôlée.
<u>Cessionnaire</u> :	Tout bénéficiaire d'un Transfert à titre onéreux ou gratuit.
<u>Prix</u> :	Contrepartie du Transfert d'un Titre.
<u>Société</u> :	A.P.R.C GROUP, société par actions simplifiée au capital de 1.005.000 Euros, dont le siège est 67, quai Charles de Gaulle, 69006 LYON, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 502 830 474 RCS LYON.
<u>Tiers</u> :	Toute personne physique y compris notamment conjoints, héritiers, ayant-cause, ou morale, groupement ou entité de quelque nature que ce soit, n'ayant pas la qualité d'Associés.
<u>Titulaire(s)</u> :	désigne le propriétaire et/ou les propriétaires des Actions de Préférence P1 et/ou P2, tel qu'indiqué dans le Registre des Mouvements de Titres de la Société à la date des présentes.
<u>Titres (ou Actions)</u> :	Toute valeur mobilière, au sens de l'article L. 228-1 du Code de commerce représentative d'une quotité du capital et/ou des droits de vote de la Société ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre (ou démembrement de titres) représentatif d'une quotité du capital et/ou des droits de vote de la Société ainsi que tout droit d'attribution ou de souscription à un titre représentatif d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société.

Transfert ou Cession :

Désigne, s'agissant des Titres, toute opération à titre onéreux ou gratuit susceptible de modifier immédiatement ou à terme la répartition du capital ou des droits de vote de la Société telle que, et sans que cette énumération soit limitative : (i) les cessions, promesses de cessions, transferts, promesses de transferts, par voie de vente, d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de liquidation de société, de succession ou de communauté, ou (ii) toute renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution d'un Titre, ainsi que toute convention aux termes de laquelle il est prévu un transfert de la jouissance d'un Titre (convention de croupier...).

La définition du Transfert s'entendra également de l'abandon volontaire d'un droit préférentiel de souscription, l'abandon volontaire ou forcé d'un droit attaché au Titre et/ou de la création de droit de vote double. Il est, en outre précisé, que le verbe « Transférer » s'entendra de la même manière.

Il est précisé que l'expression « Transfert de Titres » comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Titres que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant des Titres tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe « Transférer » s'entendra de la même manière.

ARTICLE 1^{ER} - FORME

La Société, initialement constituée sous forme de société à responsabilité limitée, a été transformée en société par actions simplifiée par décision de l'Assemblée Générale à caractère Mixte du 30 juin 2015.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle est régie par les présents statuts et par les dispositions des lois en vigueur.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières prévues par les articles L.227-1 et suivants du Code de commerce, les règles concernant les sociétés anonymes à l'exception des articles L.225-17 à L.225-126 et L.225-243, sont applicables à la présente Société par Actions Simplifiée.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a spécialement pour objet, tant en France qu'à l'étranger, par création, achat de fonds, prise en gérance ou sous toute autre forme :

- L'acquisition, la gestion et la disposition de toutes valeurs mobilières, parts sociales ou titres émis par des sociétés sous quelque forme et de quelque nature que ce soit ;
- La fourniture aux sociétés dans lesquelles la société détient des participations, de tous conseils et de toutes prestations dans tous les domaines, notamment économique, financier et comptable, la participation aux financements des opérations de ces mêmes sociétés et plus spécifiquement toutes opérations habituellement accomplies par les sociétés « holding » ;
- Toutes activités complémentaires, connexes et accessoires se rattachant directement ou indirectement à l'activité ci-dessus explicitée et ce, quel que soit le mode d'exploitation ;
- L'achat, l'organisation, la création, la location, l'exploitation et l'aliénation de tous établissements succursales, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ;
- La prise de participation dans toutes les entreprises ou sociétés ayant le même objet ou un objet semblable, similaire, connexe, accessoire ou complémentaire ;
- Et généralement, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Elle pourra donner tout ou partie des éléments de son fonds de commerce en location-gérance.

Elle pourra agir directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de Tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toute autre société ou personne et prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toute société ou entreprise ou groupement d'intérêt économique.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : « **A.P.R.C GROUP** »

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée " ou des initiales "S.A.S." et de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est sis au : **67 quai Charles de Gaulle, 69006 LYON**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, par une décision de l'associé unique.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus dans les présents statuts. Un an au moins avant l'arrivée du terme statutaire, l'assemblée générale extraordinaire des associés devra se prononcer sur la prorogation de la durée de la société.

En cas de désaccord sur la prorogation de la durée de la société, les associés opposants à cette prorogation devront céder la totalité de leurs droits sociaux librement cessibles de par les dispositions légales et statutaires, soit aux associés voulant proroger la durée et, partant, l'existence de la société, soit à la société elle-même, à des conditions de prix à fixer d'un commun accord avec les acquéreurs qui en auront manifesté la volonté ou, à défaut, par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 6.- APPORTS**6.1 Principe**

Conformément au premier alinéa de l'article L.227-1 du Code de Commerce, les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant de leurs apports.

6.2 Constitution

Lors de la constitution sous forme de société à responsabilité limitée, il a été fait apport à la Société d'une somme en numéraire de cinq mille Euros (5.000 €) correspondant à la souscription de cinq mille (5.000) parts sociales d'un (1) euro de valeur nominale, entièrement souscrites et libérée intégralement.

6.3 Apport en nature

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Saint-Chamond du 5 décembre 2008 intitulé Traité d'Apport en Nature et d'une Décision des Associés en date du 22 décembre 2008, il a été fait apport à la Société de la totalité des 2.000 Actions composant le capital social de la société A.P.R.C., lesquelles ont été retenues pour une valeur globale de 1.000.000 Euros.

6.4 Transformation en société par actions simplifiée

Ensuite de la transformation de la Société en société par actions simplifiée les 1.005.000 parts sociales d'un (1) euro de valeur nominale, entièrement souscrites et libérée intégralement, ont été transformées en un million cinq mille (1.005.000) actions d'un (1) euro de valeur nominale, entièrement souscrites et libérée intégralement, toutes de même catégorie.

6.5 Conversion des Actions ordinaires en Actions de Préférence

Aux termes d'un procès-verbal de décisions des Associés en date du 13 juin 2016, les 1.005.000 actions ordinaires composant le capital social et appartenant aux associés fondateurs de la Société, tels que visés ci-après, ont été converties en actions de préférence « P1 » et « P2 ».

6.6. Réduction de capital non motivée par des pertes

Par décisions des associés en date du 31 mars 2021, le capital a été réduit d'une somme de 173.125 € par rachat et annulation de 173.125 ADP2.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est actuellement fixé à la somme de huit cent trente et un mille huit cent soixante-quinze Euros (831.875 €).

Il est divisé en huit cent trente et un mille huit cent soixante-quinze (831.875) Actions de Préférence de catégorie « P1 » et P2 » au sens de l'article L.228-11 du Code de commerce, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs et de diverses cessions, dont :

- 100.000 Actions de Préférence P1 ;
- 731.875 Actions de Préférence P2.

Les droits attachés auxdites Actions de Préférence P1 et P2 sont décrits à l'article 15.2. ci-après.

ARTICLE 8 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social, d'une durée de 12 mois, commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

La modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice relève de la compétence exclusive du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la Loi et les règlements en vigueur par une décision collective des associés dans les formes et conditions des présents statuts.

9.1. En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs Actions, un droit de préférence à la souscription des Actions nouvelles ; ils peuvent renoncer individuellement à ce droit suivant les conditions et modalités fixées par la réglementation applicable à la société anonyme. Les associés disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si la collectivité des associés l'a décidé expressément.

Si les souscriptions reçues n'absorbent pas la totalité de l'émission, le Président peut, au choix, soit limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues si celui-ci atteint les trois quarts au moins de l'émission et si l'assemblée générale l'a prévu expressément, soit répartir totalement ou partiellement les Actions non souscrites, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

La décision collective qui décide l'augmentation de capital peut supprimer l'exercice du droit préférentiel de souscription et réserver la souscription des Actions nouvelles à telles personnes de son choix. Les conditions et modalités de cette suppression du droit préférentiel de souscription sont celles que la loi édicte pour la société anonyme.

9.2. Le capital peut être réduit selon les formes et dans les conditions fixées par la loi pour la société anonyme. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme.

9.3. Les associés peuvent également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux Actions de capital des Actions partiellement ou totalement amorties. Dans ce dernier cas, les Actions sont dites de jouissance.

ARTICLE 10 – LIBERATION DES ACTIONS

Les souscripteurs d'Actions de numéraire à la constitution doivent libérer au moins la moitié de la valeur nominale des actions. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société, sur appel de fonds des dirigeants sociaux.

Lors d'émission d'Actions nouvelles, les Actions de numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les Actions représentatives d'apport en nature ou provenant de la capitalisation de bénéfices ou réserves doivent être intégralement libérées lors de leur création ou de leur souscription.

Les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS

Les Actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles sont indivisibles à l'égard de la Société.

Elles donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert par la Société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Lors de la constitution de la Société ou au cours de son existence, il peut être créé des Actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Les Actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Toute émission ayant pour effet de porter la proportion au-delà de cette limite peut être annulée.

ARTICLE 12 – CONSTATATION DES DROITS ET MUTATIONS DE PROPRIETE

La propriété des Actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet au siège social. La Cession des Actions s'opère, à l'égard des Tiers et de la Société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre paraphé et coté dit "Registre de Mouvements".

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre Cédants et Cessionnaires.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la Société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 13 – AGREMENT

Toute Cession ou Transmission au profit de toute personne, même entre associés ou au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant, en cas de liquidation de communauté, à titre gratuit ou onéreux de la pleine propriété, de l'usufruit ou de la nue-propriété de toutes Actions ou valeurs mobilières donnant vocation immédiatement ou à terme à des Actions, est soumise à l'agrément préalable donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) des Actions, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des actions de l'associé cédant.

En cas de Cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration au Président et à chacun des associés, par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen compatible avec les règles de preuve, en indiquant :

- le nombre et la nature des droits sociaux dont la transmission est projetée,

- les nom, prénoms et domicile ou dénomination et siège social de chacun des bénéficiaires de la transmission, ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, de la dénomination, du siège social, du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et l'identité de l'associé la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce,
- le prix ou la valeur retenue pour l'opération,
- les modalités de paiement et de garantie du prix,
- et toutes les autres conditions et modalités de l'opération.

L'agrément résulte, soit d'une notification adressée par le Président (ou le Directeur Général le cas échéant) par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen compatible avec les règles de preuve relatant la décision prise par les associés, soit du défaut de réponse à l'expiration d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande.

Si les associés n'agrément pas le Cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par les autres associés, soit par un Tiers, soit par elle-même en vue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

En cas de désaccord sur le prix fixé par expertise comme indiqué ci-après, à l'article 14, l'associé Cédant pourra renoncer à céder ses Actions.

Toute Cession effectuée en violation des clauses des présents statuts est nulle.

ARTICLE 14 – FIXATION DU PRIX DES ACTIONS – RACHAT – ANNULATION

La fixation du prix des Actions lors de la mise en œuvre de l'une des procédures ci-dessus aura lieu d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les Actions peuvent être achetées par la Société. Dans ce cas, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

15.1 Généralités

Toute Action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts.

Les cas échéant et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distribution, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Le droit de vote attribué aux associés est proportionnel à la quantité d'Actions qu'ils détiennent, sous réserve des dispositions spécifiques relatives aux Actions de Préférence ci-après.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque Action donne outre le droit au vote dans les conditions définies ci-avant et à la représentation lors des décisions collectives, le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

15.2 Actions de préférence

Sans préjudice de ce qui précède, il est prévu des Actions de Préférence dont les caractéristiques et le régime juridique sont définis ci-après.

Sont des Actions de Préférence les 1.005.000 actions ordinaires de 1 (un) euro de valeur nominale chacune composant le capital social ayant été converties au profit des associés actuels de la Société suivant l'assemblée générale extraordinaire du 13.06.2016 en Actions de Préférence « P1 », pour un nombre total de 100.000 actions et en Actions de Préférence « P2 », pour un nombre total de 905.000 actions.

15.2.1. Actions de préférence « P1 »

Les Actions de Préférence P1 confèrent à leur titulaire, à tout moment et après toutes dilutions (y compris liées à l'émission de nouvelles actions ordinaires de la Société), quatre-vingt pour cent (80%) des droits de vote pour toutes les décisions des associés et ce, quels qu'en soient (i) la forme et (ii) le fond.

En cas de transfert quelconque du droit de propriété ou de l'usufruit de tout ou partie des Actions de Préférence P1 par leur titulaire, la totalité des Actions de Préférence P1 sera convertie de facto en Actions ordinaires, sauf en cas de transfert des Actions de Préférence P1 à une société contrôlée par leur titulaire au sens des dispositions de l'article L.233-3 du Code de commerce.

De même, la totalité des Actions de Préférence P1 deviendra automatiquement et de plein droit des actions ordinaires dans l'hypothèse où le titulaire des Actions de Préférence P1, ou toute société qu'il se substituerait et contrôlé par ce dernier, perdrait la qualité d'associé de la Société.

En outre, les Actions de Préférence P1 deviendront de plein droit des actions ordinaires :

- (i) dans l'hypothèse où la totalité des titres de la Société serait transférée concomitamment,
- (ii) dans l'hypothèse où une seule personne (en ce compris toute personne affiliée à cette personne) viendrait à détenir la totalité du capital et des droits de vote de la Société, ou
- (iii) en cas d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé.

La catégorie des Actions détenues par chaque associé fait l'objet d'une mention spéciale dans les comptes d'associés de la Société.

L'associé titulaire d'une Action de Préférence P1 peut être également titulaire d'actions ordinaires et/ou d'Action(s) de Préférence P2.

Toute décision de la collectivité des associés comportant une modification des droits et obligations attachés aux Actions de Préférence P1 ne sera définitive qu'après approbation par le titulaire des Actions de Préférence P1.

15.2.2. Actions de préférence « P2 »

Les Actions de Préférence P2 confèrent à leur titulaire, à tout moment et après toutes dilutions (y compris liées à l'émission de nouvelles actions ordinaires de la Société), vingt pourcent (20%) des droits de vote pour toutes les décisions des associés, et ce quels qu'en soient (i) la forme et (ii) le fond, lesquels droits de vote sont répartis entre les titulaires d'Actions de Préférence P2 au prorata de leur participation.

La totalité des Actions de Préférence P2 conférant globalement 20 % des droits de vote aux assemblées générales, il sera tenu compte du nombre d'Actions de Préférence P2 de chaque titulaire concerné pour déterminer le poids de son vote pour chaque résolution inscrite à l'ordre du jour.

A défaut pour un titulaire de détenir un nombre d'Actions de Préférence P2 suffisant pour exprimer son vote, les Actions de Préférence P2 du titulaire considéré seront considérées comme privées du droit de vote.

En cas de transfert quelconque du droit de propriété ou de l'usufruit de tout ou partie des Actions de Préférence P2 par leur titulaire, ces dernières demeureront de la même catégorie et ne seront pas converties en actions ordinaires ou d'une autre catégorie.

Toutefois, les Actions de Préférence P2 deviendront de plein droit des actions ordinaires dans toutes les hypothèses de conversion des actions de préférence P1 stipulées ci-avant.

En toute hypothèse, la conversion interviendra à raison d'une Action de Préférence P2 contre une action ordinaire.

La catégorie des actions détenues par chaque associé fait l'objet d'une mention spéciale dans les comptes d'associés de la Société.

L'associé titulaire d'une action de préférence P2 peut être également titulaire d'actions ordinaires et/ou d'action(s) de préférence P1.

Toute décision de la collectivité des associés comportant une modification des droits et obligations attachés aux Actions de Préférence P2 ne sera définitive qu'après approbation par les titulaires des Actions de Préférence P2 statuant à l'unanimité.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DES ASSOCIES

16.1. L'associé est tenu de respecter les statuts ainsi que les décisions des organes sociaux.

16.2. Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation et doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

16.3. Rompus : Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou, en conséquence, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre

inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou droits nécessaires.

16.4. Indivision : Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

16.5. Démembrement de la propriété d'actions : Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats pour lesquelles il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

16.6. Gage : L'associé débiteur continue à représenter seul les actions par lui remises en gage.

ARTICLE 17 – COMPTES-COURANTS

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en compte-courant. Les modalités des versements, intérêts et remboursements seront déterminées par le Président.

Les livres de la Société feront foi du montant des sommes versées et de toute modalité de ces avances.

ARTICLE 18 – PRESIDENCE – DUREE

La Société est représentée à l'égard des Tiers par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

Le Président est révocable sur justes motifs. La décision de révocation est prise par la collectivité des associés à la majorité de 2/3 des Actions ayant pris part au vote. La révocation, même décidée avec justes motifs, donne lieu à versement de dommages et intérêts, d'un montant égal à la moyenne des résultats nets d'impôt sur les sociétés de la société au titre des cinq derniers exercices ayant précédé la révocation.

ARTICLE 19 – ATTRIBUTION ET POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président représente la Société à l'égard des Tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social. Il est investi des pouvoirs de Direction Générale, aussi bien dans l'ordre économique que financier, juridique, social, commercial et tous autres. Mais, dans les rapports avec les Tiers, la Société est engagée même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le Tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait être ignoré compte tenu des circonstances.

Le Président peut en outre donner toutes délégations de signatures à tous Tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Les décisions du Président devront donner lieu à la rédaction de procès-verbaux qui seront conservés par la Société. Elles donnent obligatoirement lieu à rédaction de procès-verbaux pour toutes ses décisions intéressant la vie juridique de la Société.

Le Président est l'interlocuteur de principe du Comité d'Entreprise et représente l'employeur. Le Président peut se faire assister d'une ou plusieurs personnes de son choix appartenant ou non à l'entreprise.

ARTICLE 20 – DIRECTEUR GENERAL

Le Président pourra désigner un ou des Directeurs Généraux, personne physique, associée ou non, étant précisé que le ou les premiers Directeurs Généraux de la Société seront nommés par la collectivité des associés.

Leurs pouvoirs, la durée de leurs fonctions et leur rémunération seront définis par le Président lors de la nomination.

Le Directeur Général peut représenter la Société à l'égard des Tiers sous réserve des dispositions légales et des éventuelles limitations de pouvoirs figurant dans le procès-verbal de nomination.

Le/les Directeurs Généraux figureront sur l'extrait d'immatriculation de la Société.

ARTICLE 21 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les comptes sociaux sont contrôlés par un ou plusieurs Commissaires aux comptes, conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs Commissaires suppléants sont désignés en vue de remplacer les titulaires en cas de décès, de démission ou de refus de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés. En cas d'empêchement du titulaire, le mandat du suppléant qui le remplace prend fin à la date d'expiration du mandat du titulaire, sauf si l'empêchement s'avère n'avoir qu'un caractère temporaire, auquel cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après la prochaine assemblée qui approuve les comptes.

Les Commissaires sont désignés pour six exercices par l'assemblée des associés.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport général sur les comptes annuels de chaque exercice social et sur les informations contenues dans le rapport de gestion établi par le Président et présenté aux associés, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société, son Président et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux.

Les associés statuent sur ce rapport.

ARTICLE 22 – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION

Les conventions passées entre la Société, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses associés détenant plus de dix pour cent (10%) des droits de vote, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L 227-10 du code du commerce, l'intéressé ayant le droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L 227-12 du Code du Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 23 – COMITE D'ENTREPRISE

Dans l'hypothèse où la Société remplirait les conditions d'institution d'un Comité d'entreprise, les délégués du Comité d'entreprise exerceraient auprès du Président les droits définis par l'article L2323-67 du Code du Travail. Le Président pourrait se faire assister d'une ou plusieurs personnes de son choix appartenant ou non à l'entreprise.

A cet effet, le Président convoquerait, réunirait et consulterait les délégués du Comité d'entreprise. Les délégués pourraient, à l'occasion de ces réunions, exprimer leur avis sur les questions relevant des attributions du Conseil d'administration dans une société anonyme mais dévolues au Président en vertu des dispositions légales.

ARTICLE 24 – DOMAINE RESERVE DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

Les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur décision collective des associés, savoir :

- Augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- Agrément des cessions d'actions,
- Nomination des Commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes annuels et comptes consolidés et affectation des résultats,
- Fusion, scission, apport partiel d'actif et opérations assimilées,
- Emission de toutes valeurs mobilières,
- Dissolution et prorogation de la durée de la Société,
- Nomination du Président
- Révocation du Président,
- Distribution et répartition d'actif sous quelque forme que ce soit, à l'exception des acomptes sur dividendes,
- Transfert du siège social en France (dans un département autre que limitrophe) et à l'étranger,
- Non-dissolution de la Société malgré des pertes rendant les capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social,
- Transformation de la Société,
- Modification des statuts, sauf compétence réservée du Président,
- Décisions requérant l'unanimité, telle que stipulées en infra.

Sous réserve des dérogations visées aux présents statuts, toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

ARTICLE 25– DECISIONS DES ASSOCIES

25.1. Modalités

Les décisions des associés sont prises sur l'initiative du Président ou, à défaut, sur l'initiative de tout associé. Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les décisions collectives sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, en assemblée générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Il peut également voter par correspondance. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

A défaut d'indication de mandataire sur le mandat, le vote sera réputé en faveur du ou des projets de résolutions présenté(s) par l'auteur de la convocation.

25.2. Quorum

Les décisions collectives ne pourront être valablement adoptées que si le Titulaire des Actions de Préférence P1 est présent ou représenté.

25.3. Majorité

Décisions prises à la majorité simple des voix ayant pris part au vote :

- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et affectation des résultats.
- Nomination des Commissaires aux comptes.

Décisions prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix ayant pris part au vote :

- Nomination et révocation du Président.
- Dissolution et liquidation de la société.
- Augmentation, amortissement et réduction du capital.
- Fusion, scission et apport partiel d'action.
- Emission de toutes valeurs mobilières.
- Toute distribution et répartition d'actif sous quelque forme que ce soit, à l'exception des acomptes sur dividendes.
- Prorogation de la société.
- Transformation de la société.

Décisions prises à la majorité des trois (3/4) des voix ayant pris part au vote :

- Agrément des Cessions d'Actions

Décisions prises à l'unanimité des actions composant le capital :

Les décisions emportant (i) l'accroissement des engagements des associés et (ii) l'adoption ou modification des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité des Actions, l'exclusion d'un associé par cession forcée de ses Actions, la suspension des droits non pécuniaires, l'exclusion d'un associé qui n'aurait pas informé la société du changement de contrôle dans son propre capital et l'agrément de cessions d'actions, ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

25.4. Droit de vote

Le droit de vote attribué aux associés est déterminé au regard de la catégorie des Actions dont ils sont Titulaires, telle que stipulée à l'article 15 des présents statuts.

25.4.1. Décisions prises en Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président, le Directeur Général ou tout associé, ou à défaut par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un.

La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les Commissaires aux comptes seront convoqués à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la société ou, en son absence, par le Directeur Général ou à défaut par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et par au moins un associé, présent ou mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le Président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

25.4.2. Décisions prises par consultation écrite ou par acte sous seing privé

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par l'auteur de la convocation à chaque associé et au Président si celui-ci n'est pas l'auteur de la convocation, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote, sauf autre délai précisé lors de l'envoi des résolutions. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la ou les résolutions concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les Commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

A réception des réponses des associés dans le délai imparti, l'auteur de la consultation établit le procès-verbal de la décision collective des associés qui est signé par ce dernier. Le procès-verbal, accompagné de la réponse de chaque associé est immédiatement communiqué à la société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

Les associés peuvent également s'exprimer par acte sous seings privé à l'unanimité.

25.4.3. Conservation des décisions prises

Les décisions de l'associé unique ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 26– INFORMATIONS DES ASSOCIES PREALABLES A TOUTE DECISION

L'ordre du jour, le texte des résolutions, les comptes annuels, les rapports du commissaire aux comptes, sont tenus à la disposition des associés à l'occasion de toute consultation par l'auteur de la convocation, et ce dans les conditions et délais visés ci-dessus. Pendant ces mêmes délais, ces pièces sont tenus au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.

L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes :

- l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation,
- et l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la société.

ARTICLE 27– DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT

Tout associé a le droit d'obtenir communication des documents suivants relatifs aux trois derniers exercices et limitativement énumérés :

- procès-verbal des assemblées générales,
- rapport de gestion,
- rapports des commissaires aux comptes,
- comptes annuels et comptes consolidés,
- statuts.

Les conditions de leur mise à disposition des associés sont déterminées par les dispositions du Code de Commerce régissant les sociétés anonymes.

ARTICLE 28– INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, il est dressé l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il est également dressé le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation et l'activité de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 29– FIXATION – AFFECTATION – REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice disponible est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale a la faculté de reporter à nouveau ce bénéfice ou de l'affecter en totalité ou en partie à la dotation de tous fonds de réserve.

Ces fonds de réserve peuvent être :

- soit ultérieurement distribués aux associés en vertu d'une décision de la collectivité des associés ;
- soit capitalisés ou affectés au rachat et à l'annulation des actions, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Elle peut également prélever sur ce bénéfice un dividende réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque l'actif net est, ou deviendrait à la suite de celle-ci, inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 30– MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

30.1. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale.

30.2. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

30.3. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 31– CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'assemblée générale des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions ci-avant, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux sociétés anonymes.

En cas d'inobservation des prescriptions contenues aux alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 32 – DISSOLUTION – LIQUIDATION - TRANSFORMATION

32.1. La dissolution de la Société peut être prononcée à tout moment par l'assemblée générale.

32.2. La Société est en liquidation dès l'instant que sa dissolution est survenue pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "Société en liquidation".

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Après extinction du passif et des frais de liquidation, le produit net de celle-ci est employé à rembourser aux associés le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent; l'excédent, s'il y a lieu, constituant le boni de liquidation, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun d'eux.

L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément à la Loi.

32.3. La Société peut se transformer en Société d'une autre forme, sous réserve du respect des dispositions législatives ou réglementaires applicables.

ARTICLE 33 – CONTESTATIONS – ELECTIONS DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.